
Mémoire du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de
la République d'El Salvador****Programme pour le développement économique
durable et inclusif favorisant une nutrition de
qualité des zones rurales d'El Salvador (Rural
Adelante 2.0)**Numéro du projet: 2000003897

Cote du document: EB 2024/LOT/P.17

Date: 3 octobre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 54.

Questions techniques:**Rossana Polastri**
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastri@ifad.org**Rene Castro**
Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: rene.castro@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du programme	1
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
II. Justification du financement additionnel	1
A. Raison d'être	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	2
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	9
A. Risques et mesures d'atténuation	9
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	10
IV. Exécution	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Cadre organisationnel	10
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	11
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Rene Castro
Responsable technique:	Marco Camagni
Responsable des finances:	Santiago Alvarez Gei
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Pauni Obregon

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République d'El Salvador
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du programme:	87,39 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	11,80 millions d'USD
Conditions du financement initial du FIDA:	Ordinaires: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du prêt additionnel du FIDA approuvé (prêt 2) [Mécanisme d'accès aux ressources empruntées]:	4,5 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA approuvé (prêt 2):	Ordinaires: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du prêt additionnel du FIDA proposé (prêt 3) (SAFP):	15 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA proposé (prêt 3):	Ordinaires: 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du cofinancement:	30 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Ordinaires
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	20 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,09 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA (action climatique):	8,99 millions d'USD
Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique, prêt 2):	1,87 million d'USD
Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique, prêt 3):	8,97 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte et description du programme

A. Contexte

1. Le Programme pour le développement économique durable et inclusif favorisant une nutrition de qualité des zones rurales d'El Salvador (Rural Adelante 2.0) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2023 ([EB 2023/140/R.5/Rev.1](#)). Le coût total du programme (87,39 millions d'USD) comprenait un déficit de financement de 19,5 millions d'USD (22% du coût total du programme).
2. Le Gouvernement de la République d'El Salvador avait initialement demandé des ressources relevant du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE), en sus de l'allocation qui lui avait été attribuée dans le cadre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) au titre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Compte tenu du niveau d'endettement du pays à l'époque (note de crédit de CCC+/C attribuée par Standard & Poor's [S&P]), le FIDA avait rejeté la demande du Gouvernement. Un déficit de financement, qui se chiffrait à 19,5 millions d'USD, devait être comblé lors de cycles ultérieurs du SAFP ou par des financements à trouver au cours de l'exécution.
3. En novembre 2023, S&P a relevé la note de crédit d'El Salvador à B-/B, ce qui a rendu le pays admissible aux ressources du MARE. Par conséquent, en janvier 2024, le FIDA a décidé d'allouer 4,5 millions d'USD au titre du MARE en faveur du programme Rural Adelante 2.0, et l'approbation par délégation de pouvoirs au Président du FIDA a été obtenue en mai 2024 ([EB 2024/DoA/1](#)). Cela a réduit le déficit de financement à 15 millions d'USD, lequel devait être comblé sous la forme d'allocations ultérieures ou de cofinancements.
4. Une allocation supplémentaire du SAFP de 15 millions d'USD a été autorisée au titre du programme Rural Adelante 2.0 pour couvrir le déficit de financement restant.
5. Les activités à financer grâce au financement additionnel ont été incluses dans la conception initiale du programme, qui reste inchangée.

B. Description du programme initial

6. L'objectif du programme en matière de développement est d'améliorer les revenus, la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles rurales vivant dans la pauvreté. Son but est de contribuer au développement durable et à l'amélioration des conditions de vie des familles rurales vivant dans la pauvreté en El Salvador.
7. Le programme se compose de deux composantes techniques et d'une composante axée sur la gestion du programme et le suivi-évaluation pour l'apprentissage: la composante 1 – des investissements porteurs en vue de la création de systèmes agroalimentaires productifs et durables; et la composante 2 – une transformation commerciale et productive durable et inclusive.
8. Les trois principaux résultats du programme sont les suivants: i) les familles rurales pauvres améliorent leur accès aux infrastructures hydriques, aux technologies et aux services écosystémiques en vue de leur transition vers des systèmes productifs durables; ii) les organisations de producteurs, de femmes et de jeunes améliorent leurs capacités productives et génératrices de revenus; iii) les ménages améliorent leur accès aux services financiers.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

9. Le déficit de financement identifié au stade de la conception et approuvé par le Conseil d'administration a toujours fait partie intégrante du programme: il concernait la reproduction à plus grande échelle des bonnes pratiques répertoriées

et testées dans le cadre du programme Rural Adelante dans les zones les plus pauvres des régions centrales, paracentrales et occidentales du pays.

10. Les ressources du déficit de financement ont toujours été affectées aux trois composantes, à savoir: la composante 1 – des investissements porteurs en vue de la création de systèmes agroalimentaires productifs et durables (40 millions d'USD, 46% du financement total); la composante 2 – une transformation commerciale et productive durable et inclusive (39 millions d'USD, 45% du financement total); et la composante 3 – gestion du programme et suivi-évaluation pour l'apprentissage (8 millions d'USD, 9% du financement total). Les composantes 1 et 2 du programme relèvent entièrement, pour la première, et partiellement, pour la deuxième, du financement de l'action climatique.
11. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - axé sur les jeunes;
 - ciblant en priorité les peuples autochtones.
12. **Nutrition.** La prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave dans le pays s'élève à 47,1%. En 2022, l'un des principaux problèmes entravant la sécurité alimentaire des familles rurales tenait au fait que 70% d'entre elles louaient leurs terres, enregistraient de faibles rendements et ne parvenaient pas à satisfaire leurs besoins alimentaires de base.
13. **Jeunesse.** Les jeunes représentent 27,8% de la population rurale, et seuls 6,2% des jeunes ruraux ont fait des études supérieures ou techniques, contre 15,1% à l'échelle nationale. Au total, 31,6% des jeunes, dont 77,2% de femmes (82,5% dans les zones rurales), ne sont ni employés ni étudiants. Les jeunes subissent des difficultés économiques, mais connaissent aussi la violence: en 2018, 54,3% des victimes d'homicides dans les zones rurales étaient âgées de 15 à 29 ans.
14. **Changements climatiques.** El Salvador se situe dans le couloir sec de l'Amérique centrale et se classe au 28^e rang mondial s'agissant des dommages et des pertes sur le plan économique et humain. Les scénarios climatiques prévoient une augmentation des températures allant jusqu'à 2 °C et une baisse des précipitations à l'horizon 2050.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

15. **Zone d'intervention.** D'envergure nationale, le programme se fonde sur une stratégie de ciblage géographique différenciée selon des critères socioéconomiques, démographiques et environnementaux.
16. Le programme donnera la priorité aux régions centrales, paracentrales et occidentales du pays, et complétera les activités du programme Rural Adelante mises en œuvre dans l'est du pays, en particulier avec des entreprises ciblant les jeunes et l'amélioration des infrastructures d'irrigation.
17. **Groupe cible.** Le programme Rural Adelante 2.0 ciblera 74 000 ménages ruraux en situation de vulnérabilité. Au moins la moitié de ses bénéficiaires seront des femmes, 25% seront des jeunes et 4% seront des membres de peuples autochtones. La stratégie de ciblage suit une approche axée sur la demande, conformément aux stratégies d'autociblage, de ciblage avec inclusion sociale et de ciblage selon l'organisation et la filière.

C. Composantes, résultats et activités

18. Toutes les dispositions restent inchangées, le déficit de financement ayant été identifié au stade de la conception et approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2023.
19. **Composante 1: des investissements porteurs en vue de la création de systèmes agroalimentaires productifs et durables.** L'objectif est de contribuer au développement des capacités institutionnelles et communautaires et de financer des investissements dans des actifs physiques et naturels en faveur de la gestion des ressources naturelles, de l'adaptation aux changements climatiques et de la sécurité alimentaire, qui favoriseront à leur tour les investissements relevant de la composante 2. Des mesures visant à soutenir les politiques publiques dans le secteur agroalimentaire, en particulier en faveur de l'agriculture familiale, seront également mises en œuvre dans ce cadre.
20. **Sous-composante 1.1: planification et renforcement du capital humain et institutionnel.** Un accord sera conclu avec le Fonds salvadorien pour les études de préinvestissement en vue de la réalisation d'un diagnostic et de l'élaboration d'une proposition visant à améliorer et restaurer les districts d'irrigation prioritaires, notamment en déterminant les infrastructures, les équipements et les capacités nécessaires à une meilleure gouvernance et à une meilleure durabilité des institutions publiques (Ministère de l'agriculture et de l'élevage) et communautaires (conseils d'irrigation) chargées de leur gestion.
21. L'analyse et l'élaboration de propositions d'investissements dans des systèmes productifs et agroalimentaires inclusifs et durables dans chacune des trois régions ciblées seront confiées à un organisme spécialisé. Ces propositions devront:
 - i) déterminer et analyser les systèmes de production agroalimentaire; ii) recenser, cartographier et caractériser les organisations (femmes, jeunes, producteurs autochtones) associées aux systèmes productifs et agroalimentaires durables; iii) recenser et cartographier les systèmes de production agroalimentaire et en déterminer la vulnérabilité sur le plan de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, des risques climatiques et de la dégradation des ressources naturelles; iv) définir et analyser les insuffisances et les possibilités pour les femmes, les jeunes et les peuples autochtones en matière d'accès et de participation aux systèmes de production agroalimentaire, lesquelles seront examinées dans le cadre de la composante 2.
22. **Sous-composante 1.2: investissements dans les infrastructures physiques, naturelles, nutritionnelles et de sécurité alimentaire.** Des investissements seront effectués dans les quatre districts d'irrigation de la zone d'exécution du programme les plus prometteurs pour la population cible. Ces investissements pourront concerner des travaux, des matériaux, le renforcement institutionnel, la gouvernance et l'assistance technique visant à améliorer l'efficacité, la bonne gestion, la réduction des coûts de fonctionnement et d'entretien, ainsi que l'accès des systèmes de production aux ressources hydriques, même en période de choc climatique. Des plans d'adaptation aux changements climatiques seront mis en œuvre. Il s'agit d'instruments de planification relevant d'une approche de gestion des bassins versants qui visent:
 - i) à améliorer la résilience des ressources naturelles, la communication et les routes d'accès aux zones rurales; ii) à renforcer les systèmes d'alimentation en eau pour la consommation et les systèmes agroalimentaires communautaires; iii) à mettre en place des systèmes d'alerte précoce; iv) à gérer les risques climatiques. Ces plans seront élaborés et mis en œuvre par les mairies, les organismes de bassins versants, les services de gestion de l'eau et les organes de gouvernance territoriale dotés de capacités et de pouvoirs accordés par l'État.

23. **Composante 2: une transformation commerciale et productive durable et inclusive.** Cette composante sera axée sur le financement des investissements et du renforcement des capacités en faveur de la population cible, afin de favoriser une transformation commerciale productive, inclusive et durable.
24. **Sous-composante 2.1: investissements dans des systèmes agroalimentaires et de production durables.** Cette sous-composante permettra de former des agents de vulgarisation et des partenaires d'exécution pour proposer une offre d'assistance technique et technologique qui sera adaptée aux besoins du groupe cible, et elle favorisera la diversification et d'autres initiatives économiques. Les organisations de producteurs et les entreprises bénéficieront d'un soutien sous la forme d'un financement de la création et de la mise sur pied d'entreprises résilientes et inclusives. Il pourra s'agir d'un appui aux filières tenant compte des enjeux nutritionnels, à l'utilisation de nouvelles technologies, à la production, aux équipements, à la transformation et à l'ajout de valeur climato-compatibles, au recours à des outils de gestion des risques, à l'utilisation d'énergies renouvelables ou encore à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un plan de renforcement organisationnel contribuera à remédier aux faiblesses au regard de la gouvernance, de l'administration, de la comptabilité, de l'inclusion sociale, des changements climatiques, de la formalisation et de l'enregistrement juridique, notamment.
25. **Sous-composante 2.2: services d'appui technique à la commercialisation et à la finance durable.** Dans le cadre de cette sous-composante, les partenariats commerciaux, la passation de marchés publics, les mécanismes d'e-commerce et la finance rurale inclusive seront encouragés. Ces interventions visent à améliorer l'accès au crédit et à d'autres services financiers inclusifs afin d'assurer l'existence d'activités inclusives et résilientes pour les organisations, et d'activités inclusives et résilientes pour les entrepreneurs aux fins du développement d'entreprises durables et inclusives dotées de mécanismes financiers permanents.
26. **Composante 3: gestion du programme et suivi-évaluation pour l'apprentissage.** L'unité d'exécution du programme assurera la coordination de la gestion et de l'administration du programme pour en garantir l'efficacité de la mise en œuvre dans le cadre d'une approche axée sur les résultats, ainsi que la production de connaissances. Les résultats attendus sont les suivants: i) gestion et administration efficaces du programme conformément à l'accord de financement et aux normes nationales; ii) production et diffusion de connaissances fondées sur des données probantes pour appuyer d'autres projets et politiques publiques.

D. Coût, avantages et financement

Coût du programme

27. Le coût du programme reste inchangé. Le coût total du programme est estimé à 87,39 millions d'USD sur une période de huit ans.
28. La composante 1 relève entièrement de l'action climatique, et la composante 2 en relève partiellement. Le montant total alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 19 841 000 USD.
29. Le montant additionnel total alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique est estimé à 8 973 000 USD.

Tableau 1
Résumé du financement initial et du financement additionnel
(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial*</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	11 800	4 500	15 000	31 300
Fonds de l'OPEP	30 000			30 000
Bénéficiaires	6 089			6 089
Emprunteur/bénéficiaire	20 000			20 000
Déficit de financement	19 500			
Total	87 389	4 500	15 000	87 389

* Voir les tableaux 1, 2 et 3 figurant dans le document EB 2023/140/R.5/Rev.1 pour une ventilation détaillée.

Tableau 2
Financement additionnel: coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Prêt additionnel du FIDA 2		Prêt additionnel du FIDA 3		Fonds de l'OPEP		Bénéficiaires			Emprunteur/bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
Composante 1	7 430	18	-	-	3 359	8	14 316	35	228	-	1	9 290	5 710	37	40 332
Composante 2	2 900	7	4 500	12	9 349	24	12 091	31	5 861	-	15	-	4 200	11	38 901
Gestion du programme	1 470	18	-	-	2 292	28	3 592	44	-	-	-	136	665	10	8 155
Total	11 800	14	4 500	5	15 000	17	30 000	34	6 089	-	7	9 426	10 575	23	87 389

Tableau 3
Financement additionnel: coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Prêt additionnel du FIDA 2		Prêt additionnel du FIDA 3		Fonds de l'OPEP		Bénéficiaires			Emprunteur/bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant
Dépenses d'investissement															
1. Véhicules, équipement et matériel	850	41	-	-	363	18	227	11	228	-	11	135	270	20	2 073
2. Accords institutionnels	610	11	1 100	20	1 256	23	1 213	21	-	-	-	660	725	25	5 564
3. Assistance technique/services de consultants	1 920	27	100	1	1 099	15	789	11	-	-	-	2 333	925	45	7 166
4. Entreprises rurales	1 570	5	3 000	10	6 219	22	8 740	30	5 861	-	20	-	3 438	12	28 828
5. Travaux d'infrastructure	5 020	17	-	-	2 366	8	12 513	42	-	-	-	6 297	3 916	34	30 112
Total des dépenses d'investissement	9 970	14	4 200	6	11 303	15	23 482	32	6 089	-	8	9 425	9 274	25	73 743
Dépenses ordinaires															
6. Traitements et salaires	1 550	14	300	2	3 203	29	5 552	50	-	-	-	-	614	5	11 220
7. Frais de fonctionnement	279	12	-	-	494	20	966	40	-	-	-	-	687	28	2 426
Total des dépenses ordinaires	1 830	13	300	2	3 697	27	6 519	48	-	-	-	-	1 301	10	13 646
Total	11 800	14	4 500	5	15 000	17	30 000	34	6 089	-	7	20 000		23	87 389

Tableau 4
Coût du programme par composante et par année du programme
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Année 6</i>		<i>Année 7</i>		<i>Année 8</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Composante 1	7 830	19	9 601	24	11 455	28	9 799	24	551	1	371	1	367	1	363	1	40 337
2. Composante 2	2 277	6	6 322	16	8 153	21	8 311	21	8 177	21	3 074	8	1 321	3	1 254	3	38 889
3. Gestion du programme	1 403	17	896	11	924	11	1 015	12	927	11	952	12	977	12	1 069	13	8 163
Total	11 510	13	16 819	19	20 532	23	19 125	22	9 655	11	4 397	5	2 665	3	2 686	3	87 389

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

30. Le FIDA financera 11 800 000 USD (14% du total) dans le cadre d'un prêt relevant du SAFF, un prêt de 4 500 000 USD (5% du total) relevant du MARE, et un prêt additionnel de 15 000 000 USD (17% du total) relevant du SAFF; le Fonds de l'OPEP accordera un prêt de 30 millions d'USD (34% du total); le Gouvernement salvadorien contribuera à hauteur de 20 millions d'USD (23% du total); et les bénéficiaires devraient eux-mêmes contribuer à hauteur de 6,09 millions d'USD en nature (7% du total).

Décaissement

31. Les modalités de décaissement resteront inchangées. Par le biais de la Direction générale du Trésor (DGT), l'emprunteur ouvrira un compte spécial en dollars des États-Unis à la Banque centrale de réserve d'El Salvador pour recevoir à l'avance (fonds renouvelable), exclusivement, les ressources financières du FIDA. Ce compte sera administré par la DGT et alimenté par les décaissements effectués au titre du prêt du FIDA. Il sera débité des versements effectués aux fournisseurs et consultants et des transferts réalisés vers les organisations bénéficiaires (au moyen de paiements en ligne réalisés par l'intermédiaire du système bancaire national). Le retrait et l'utilisation des fonds du FIDA se feront conformément au Manuel de gestion financière et de contrôle financier des projets du FIDA, ainsi qu'à l'accord de financement conclu entre le FIDA et le Gouvernement.

Résumé des avantages et analyse économique

32. Selon les investissements, le taux de rentabilité économique interne est compris entre 11,8% et 39%. Les résultats du programme sont solides, puisque aucun des scénarios ne présente un taux de rentabilité interne inférieur au taux d'actualisation (8%).
33. Le programme est présenté comme économiquement viable et avantageux pour le pays, avec les indicateurs de rentabilité globale suivants: pour le scénario de base (sans bilan des gaz à effet de serre), les résultats économiques sont les suivants: i) un taux de rentabilité interne de 26,77%; ii) une valeur actuelle nette égale à 56,5 millions d'USD; iii) un ratio bénéfices/coûts de 3,44. Ces résultats sont satisfaisants au regard du taux d'actualisation de 8% sur une période de 20 ans (le résumé mis à jour de l'analyse économique et financière est fourni à l'appendice II).

Stratégie de retrait et pérennisation

34. Les modalités approuvées par le Conseil d'administration en décembre restent inchangées. Une stratégie de durabilité sera élaborée dès la première année d'exécution du programme Rural Adelante 2.0; elle sera examinée et ajustée à mi-parcours, et surveillée de près vers la fin du programme, afin de garantir la réalisation de ses objectifs et de ses effets directs.
35. Le programme Rural Adelante 2.0 vise à ce que les entreprises soutenues au titre de la composante 2 deviennent autonomes après la fin de l'intervention du programme, et il comprend l'établissement de liens interinstitutionnels forts pour permettre aux organisations de producteurs d'accéder aux services du programme. Par ailleurs, les entités gouvernementales et non gouvernementales seront encouragées à adopter les meilleures pratiques, afin de favoriser leur reproduction à plus grande échelle dans d'autres zones.
36. La stratégie de durabilité comprend trois mécanismes qui se complètent et qui visent à garantir la durabilité des actions et des effets directs du programme: i) renforcement de la gouvernance territoriale participative; ii) renforcement des organisations de producteurs et des institutions locales; iii) mise en place de mécanismes d'inclusion financière et de financement rural durable.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

37. Le programme Rural Adelante 2.0 affiche un niveau de risque général modéré, identifié au stade de la conception et approuvé par le Conseil d'administration, qui reste inchangé. Trois domaines présentent des risques substantiels qui appellent des mesures d'atténuation:
- **Contexte national.** Un comité consultatif relatif au programme sera établi pour faciliter la participation des entités publiques. Par ailleurs, en raison de la hausse des prix internationaux, une coordination permanente sera mise en place entre le programme et le Ministère des finances pour identifier des productions de substitution afin d'atténuer les effets de l'inflation. Compte tenu de la présence de bandes criminelles dans le pays, l'équipe du programme concevra et mettra en œuvre des protocoles pour, d'une part, prévenir et réduire la violence et y faire face et, d'autre part, renforcer la sécurité des équipes techniques dans les communautés rurales.
 - **Capacités institutionnelles d'exécution.** Il sera nécessaire de mettre en place une coordination entre les ministères et avec la Direction nationale des travaux municipaux. Face à ce risque, un comité de coordination du programme sera mis en place avec la participation des principales parties prenantes concernées, et une formation et un soutien constants seront assurés s'agissant de l'utilisation des règles, des systèmes, des documents et des outils du FIDA en matière de passation de marchés et de contrats.
 - **Gestion financière.** Le risque relatif à la gestion financière est considéré comme substantiel, car il est envisagé de ne plus faire appel au Programme des Nations Unies pour le développement (actuellement chargé de la gestion du programme Rural Adelante à la demande du Gouvernement) en tant qu'entité de gestion. Ce changement, qui découle des enseignements tirés de l'expérience, a pour but de simplifier les délais de traitement des marchés, contrats et paiements, qui pèsent sur l'exécution des projets. Il est toutefois admis que cela pourrait entraîner une hausse des risques liés au contrôle interne et un manque de capacités. Les procédures financières et administratives nationales seront utilisées en tant que mesure d'atténuation, et seront complétées par un manuel d'exécution comprenant une section relative à l'audit externe et aux enseignements tirés de précédents projets financés par le FIDA.

Tableau 5
Synthèse des risques

<i>Catégories de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Modéré	Faible
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

38. En ce qui concerne les risques environnementaux et sociaux, le programme a été classé dans la catégorie de risque modéré; ce classement reste inchangé depuis l'approbation par le Conseil d'administration en décembre. Les préjudices pouvant découler de la mise en œuvre du programme Rural Adelante 2.0 sont temporaires et réversibles. La probabilité de produire des effets négatifs au-delà du cycle de vie du programme est faible. Les facteurs externes auxquels le programme est exposé (risques sociaux et environnementaux identifiés) seront atténués grâce au cadre de gestion environnementale, sociale et climatique, par le biais notamment d'un mécanisme de traitement et de résolution des plaintes.

C. Classement au regard des risques climatiques

39. Le classement au regard des risques climatiques, dans la catégorie de risque modéré, reste inchangé depuis l'approbation par le Conseil d'administration en décembre 2023. Les effets préjudiciables pouvant être causés par des catastrophes naturelles ont été jugés transitoires et gérables. Les principaux instruments opérationnels du programme, notamment les plans d'adaptation aux changements climatiques et de solides plans d'activité, prévoient des investissements directs dans la réduction des risques de catastrophe et l'amélioration de la résilience face au climat. Par ailleurs, le programme financera la réalisation d'une évaluation climatique (impacts et mesures d'adaptation) qui fournira des informations et des orientations destinées à gérer les risques au moyen des instruments opérationnels du programme.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

40. Aucune modification n'ayant été apportée à la conception initiale, le programme reste conforme à l'ensemble des politiques du FIDA.
41. Le programme est parfaitement en phase avec: i) les trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays couvrant la période 2022-2027; ii) la Politique du FIDA relative au ciblage de la pauvreté; iii) le Cadre de mise en œuvre d'approches porteuses de transformation pour les thèmes à transversaliser; iv) la Stratégie de collaboration avec le secteur privé 2019-2024; v) la Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité; vi) le Plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux. Le programme Rural Adelante 2.0 contribuera en outre à la réalisation des objectifs de transversalisation de FIDA12 concernant la nutrition, la jeunesse, les peuples autochtones et le climat.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

42. Le programme Rural Adelante 2.0 sera mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, par l'intermédiaire de la Direction générale du développement rural (DGDR), avec la création d'une unité d'exécution du programme qui sera chargée de l'exécution stratégique, opérationnelle, technique et financière. L'exécution se fera conformément aux exigences administratives publiques du Gouvernement et du FIDA. Elle sera appuyée par des partenaires coexécutants et des prestataires de services spécialisés. Par exemple, pour l'exécution des activités techniques, l'unité d'exécution du programme conclura les accords nécessaires avec des entités locales, nationales, publiques et privées, dans le cadre de processus de sélection et de passation de marchés conformes aux règlements applicables du FIDA. Son siège sera situé dans la région centrale (San Salvador), et elle sera représentée par une unité territoriale dans la région occidentale.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

43. La **gestion financière** du programme Rural Adelante 2.0 fonctionnera de manière indépendante, mais dans le respect des directives et règlements émis par la DGDR du Ministère de l'agriculture et de l'élevage. L'unité d'exécution du programme, par l'intermédiaire des services administratifs financiers, sera chargée: i) de gérer de manière adéquate les ressources financières attribuées; ii) de suivre et d'enregistrer les transactions financières par composante, catégorie de dépenses, source de financement et unité territoriale; iii) d'élaborer les rapports financiers intermédiaires et les rapports financiers provisoires tous les trimestres; iv) de gérer et de contrôler les actifs à long terme et les stocks de fournitures; v) de coordonner la préparation du plan de travail et budget annuel et sa reprogrammation; vi) d'appuyer la procédure de passation des marchés d'audit annuel, conformément aux réglementations nationales et aux directives du FIDA.
44. **Passation des marchés.** Les seuils financiers applicables aux méthodes de passation des marchés ainsi que l'examen préalable du FIDA et les autres modalités relatives à la passation des marchés seront définis dans la lettre présentant les modalités de passation des marchés, en fonction du risque inhérent général calculé dans la matrice des risques du programme. Les marchés et contrats dont auront besoin les organisations bénéficiaires pour mettre en œuvre leurs projets seront passés par les organisations bénéficiaires elles-mêmes. Ils seront encadrés par un guide spécifique sur la gestion de la passation des marchés et des contrats par les organisations, lequel constituera une annexe du manuel d'exécution du programme.
45. **Gouvernance et lutte contre la corruption.** Le personnel affecté au programme, les bénéficiaires et tous les soumissionnaires, fournisseurs, sous-traitants et consultants sous contrat financé par le FIDA sont tenus de respecter les normes d'éthique et d'intégrité les plus rigoureuses. Le FIDA ne financera pas les dépenses afférentes à des biens, travaux ou services de consultants si le marché correspondant n'a pas été passé conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et à l'accord de financement. Le respect de cette disposition sera contrôlé par la Cour des comptes de la République d'El Salvador et l'Institut pour l'accès à l'information publique du pays.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

46. Les processus de participation et de retour d'information du groupe cible seront axés sur les organisations de producteurs bénéficiant d'un appui ainsi que sur leurs membres.
47. Conformément aux politiques environnementales et sociales du FIDA, un mécanisme de réponse aux doléances sera mis en place pour faciliter la recherche de solutions convenues d'un commun accord pour les personnes participant à la mise en œuvre du programme. Le mécanisme mis en place pour lutter contre les risques sociaux définis dans les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique doit être conçu et lancé dès le début du programme. Ce mécanisme devra être conforme à la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, applicable aux bénéficiaires des fonds du FIDA et aux tiers recrutés à l'aide de ces fonds.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

48. Aucune modification n'a été apportée par rapport au texte initial approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2023. Le système de suivi-évaluation du programme Rural Adelante 2.0 reposera sur les éléments suivants: i) une enquête sur les effets directs, réalisée au niveau des ménages et fondée sur des mesures prises en début de programme, à mi-parcours et en fin de programme; ii) un

système d'information de gestion (SIG), qui sera une version améliorée de l'actuel SIG établi pour le programme Rural Adelante.

49. L'équipe du programme Rural Adelante 2.0 élaborera un plan de communication destiné à être mis en œuvre en coordination avec les spécialistes de la communication du FIDA. Le partage des connaissances se fera essentiellement par voie numérique.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

50. La section B des annexes I et II de l'accord de financement négocié sera modifiée de manière à intégrer l'octroi de financements additionnels à hauteur de 4,5 millions d'USD au titre du MARE et de 15 millions d'USD au titre du SAFP.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

51. L'octroi à l'emprunteur/au bénéficiaire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République d'El Salvador et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
52. La République d'El Salvador est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
53. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

54. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'El Salvador un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quinze millions de dollars des États-Unis (15 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Jerarquía de los resultados	Indicadores				Fuente de verificación			Supuestos
	Nombre	Línea de base	Medio término	Meta final	Fuente	Frecuencia	Resp.	
Alcance	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	205581	259000				
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Hogares encabezados por mujeres - Hogares	0	29369	37000				
	Hogares no encabezados por mujeres - Hogares	0	29368	37000				
	Hogares - Hogares	0	58737	74000				
	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Hombres - Hombres	0	29368	37000				
	Mujeres - Mujeres	0	29369	37000				
	Jóvenes - Jóvenes	0	14685	18500				
	Población indígena - Población indígena	0	2350	2960				
	Número total de personas que reciben servicios - Número de personas	0	58737	74000				
	Meta Contribuir al desarrollo sostenible de de las familias	Hogares rurales que reportan pobreza multidimensional				Encuesta de Hogares de Propósitos Múltiples	Final del proyecto	DIGESTYC - Ministerio de Economía

rurales en condición de pobreza en El Salvador	Hogares rurales que reportan una reducción del nivel de pobreza multidimensional - Porcentaje (%)	24.8	22	20				sanitarios y climáticos no esperados.
Objetivo de desarrollo Incrementar los ingresos, resiliencia y seguridad alimentaria y nutricional de las familias rurales en condición de pobreza	Familias rurales en condición de pobreza que incrementan sus ingresos en al menos del 20%.				Encuesta de Línea de Base y de cierre	Inicio y final del proyecto	Empresa	Proyecto mantiene priorización política al más alto nivel. Políticas sociales y agropecuarias del país continúan priorizando al pequeño productor. Nivel de seguridad y violencia en el país no empeora. Arreglos de implementación del proyecto operan de forma eficiente. Recepción positiva al proyectos de los potenciales beneficiarios.
	Número total de familias - Número	0	16564	21494				
	Familias rurales en condición de pobreza ven fortalecida su resiliencia.				Encuesta de Línea de Base y de cierre - metodología FIDA	Inicio y final del proyecto	Empresa	
	Familias - Porcentaje (%)	0	10	20				
	1.2.9 Hogares cuyos conocimientos, actitudes y prácticas en materia de nutrición han mejorado (KAP)				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	
	Hogares (número) - Hogares	0	5727	7472				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	61	80				
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	20045	26152				
	SF.2.1 Hogares satisfechos con los servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	

	Miembros de los hogares - Número de personas	0	46990	59200				
	Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	63	80				
	Hogares (número) - Hogares	0	164465	207200				
	2.2.1 Personas con nuevos trabajos / oportunidades de empleo				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	
	Hombres - Hombres	0	2521	2975				
	Mujeres - Mujeres	0	1865	2845				
	Población indígena - Población indígena	0	176	233				
	Jóvenes - Jóvenes	0	1462	2087				
	Número total de personas con nuevos trabajos/oportunidades de empleo - Número de personas	0	4386	5820				
Efecto directo 1. Familias rurales en condición de pobreza mejoraron su acceso a infraestructura hídrica, tecnología y servicios ecosistémicos para su transición a sistemas productivos sostenibles	1.2.3 Hogares que señalan sufrir menos escasez de agua en relación con las necesidades para la producción				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	Inversiones físicas son aprovechadas por todos los miembros de la comunidad. Inversiones ecosistémicas y de alimentación saludable son aprovechadas por todos los miembros de la comunidad. Factor esperado de éxito para efecto PACC en COI 3.2.2 = 85%
	Hogares - Porcentaje (%)	0	41	51.3				
	Hogares - Hogares	0	21210	26562				
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	74235	92967				
	3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	

	Miembros de los hogares - Número de personas	0	119000	148750				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	68	85				
	Hogares - Hogares	0	34000	42500				
	3.2.1 Toneladas de emisiones de gases de efecto invernadero (tCO2e) evitadas y/o secuestradas				Ex-ACT	Inicio, medio término y final del proyecto	UEP	
	Hectares of land - Superficie (ha)	0	7680.87	7680.87				
	tCO2e/20 años - Número	0	-405188	-405188				
	tCO2e/ha - Número	0	-52.76	-52.76				
	tCO2e/ha/año - Número	0	-2.64	-2.64				
Producto 1.1 Actividades de fortalecimiento a instituciones y/o asociaciones implementadas	Instituciones y/o asociaciones fortalecidas para la gestión en infraestructura (física + natural), ACC, SAN				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Personal de instituciones públicas asisten a capacitaciones y/o talleres sobre gestión de infraestructura física y natural
	Número instituciones públicas - Número	0	58	58				
	Número asociaciones territoriales - Número	0	20	27				
Producto 1.2 Inversiones en infraestructura de riego implementadas	1.1.2 Tierras agrícolas con infraestructura relacionada con el agua construida/rehabilitada				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Ambiente favorable para nuevas inversiones públicas en riego.
	Superficie en hectáreas - Superficie (ha)	0	5952	8807				
Producto 1.3 Inversiones en infraestructura natural y gestión del riesgo climático implementadas.	3.1.4 Hectáreas de tierra gestionadas teniendo en cuenta la resiliencia al cambio climático				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
	Superficie en hectáreas - Superficie (ha)	0	3072	3840				
	PACC implementados				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	

	PACC implementados - Número	0	50	50				
Producto 1.4 Familias beneficiadas con acciones de fortalecimiento de los conocimientos, actitudes, y prácticas para la seguridad alimentaria y nutricional	1.1.8 Hogares que recibieron apoyo específico para mejorar su estado nutricional				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Familias asisten a capacitaciones y/o talleres sobre nutrición
	Número de personas que participan - Número de personas	0	7158	9340				
	Hombres - Hombres	0	3883	5090				
	Mujeres - Mujeres	0	3275	4250				
	Hogares - Hogares	0	7158	9340				
	Miembros de los hogares beneficiados - Número de personas	0	25053	32690				
	Población indígena - Población indígena	0	287	374				
Jóvenes - Jóvenes	0	1131	1425					
Efecto directo 2. Organizaciones de productores, mujeres y jóvenes mejoraron sus capacidades productivas y generadoras de ingreso	Organizaciones de productores y emprendimientos apoyadas por NIR señalan un aumento de las ventas				Registro sistema S&E	Inicio, medio término y final del proyecto	UEP	Demanda de productos agrícolas no baja (precio y cantidad). Ausencia de políticas o shocks que lleven a una mayor importación de productos agrícolas. Desempleo no aumenta
	Número de organizaciones - Número	0	168	236				Factor esperado de éxito para aumento en ventas en NIRO = 75%, y NIRE = 20%
	Número total de miembros de las organizaciones - Número de personas	0	5556	7692				
	SF.2.2 Hogares que declaran que pueden influir en la toma de decisiones de las autoridades locales y de los proveedores de servicios apoyados por el proyecto				Encuesta COI de Línea de base, medio término y cierre	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	24787	34524				
Hogares (%) - Porcentaje (%)	0	65	90					

	Hogares (número) - Hogares	0	7082	9864				
Producto 2.1 Acciones de fortalecimiento productivo y empresarial implementadas	2.1.2 Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Productores asisten a las distintas capacitaciones temáticas desarrolladas por el proyecto.
	Hombres - Hombres	0	4368	6080				
	Mujeres - Mujeres	0	3500	4880				
	Población indígena - Población indígena	0	315	439				
	Jóvenes - Jóvenes	0	1497	2160				
	Personas capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial - Número de personas	0	7868	10960				
	2.1.3 Organizaciones de productores rurales apoyadas				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	
Tamaño de las organizaciones de productores - Organización	0	7240	10000					
Organizaciones de productores rurales apoyadas - Organización	0	181	250					
Hombres - Hombres	0	4054	5600					
Mujeres - Mujeres	0	3186	4400					
Jóvenes - Jóvenes	0	869	1200					
Población indígena - Población indígena	0	290	400					
Producto 2.2 Iniciativas de negocios integrales y resilientes implementadas	Negocios inclusivos y resilientes implementados				Registro sistema S&E	Anualmente		UEP
	Organización de productores - Número	0	181	250				

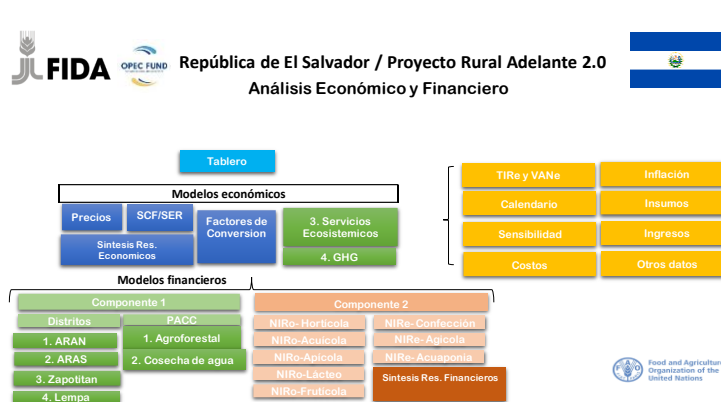
	Emprendimientos - Número	0	157	240				
Efecto directo 3. Hogares incrementaron su acceso a financiamiento	1.2.5 Hogares que declaran utilizar servicios financieros rurales				Registro sistema S&E	Inicio, medio término y final del proyecto	Empresa	Oferta de servicios financieros desarrollada y suficiente
	Miembros de los hogares - Número de personas	0	5177	12936				
	Hogares - Porcentaje (%)	0	13	34				
	Hogares - Hogares	0	1479	3696				
Producto 3.1 Organizaciones fortalecidas para la provisión de servicios financieros	1.1.6 Proveedores de servicios financieros que reciben apoyo para aplicar estrategias de difusión y ofrecer productos y servicios financieros en las zonas rurales				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	OP asisten a capacitaciones sobre servicios financieros
	Proveedores de servicios - Proveedores de servicio	0	227	254				
Producto 3.2 Capacitación en servicios financieros a personas implementadas	1.1.7 Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos				Registro sistema S&E	Anualmente	UEP	Beneficiarios de paquete agrícola acceden a educación financiera de forma digital
	Hombres - Hombres	0	48341	60426				
	Mujeres - Mujeres	0	48341	60426				
	Jóvenes - Jóvenes	0	24171	30213				
	Población indígena - Población indígena	0	3868	4835				
Personas de las zonas rurales capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos - Número de personas	0	96682	120852					

Updated summary of the economic and financial analysis

1.1 Introducción

1. El análisis económico y financiero ex ante fue realizado siguiendo los lineamientos metodológicos propuestos por el FIDA en sus Guías Volúmenes 1, 2 y 3 (2015, 2019 y 2016 respectivamente), utilizando la metodología Costo/Beneficio. El ejercicio consiste en comparar los recursos utilizados por el proyecto (representados en los costos) con los resultados e impactos, bajo la forma de beneficios netos obtenidos a partir de las actividades promovidas, con el objetivo de entender si el proyecto es factible. Este análisis se realiza tanto desde el punto de vista de los participantes (análisis financiero) como desde la perspectiva de la sociedad en su conjunto (análisis económico). A continuación, se presenta una figura que sintetiza los distintos elementos del análisis.

Figura 1. Mapa del Análisis Económico y Financiero de Rural Adelante 2.0



1.2 Fuentes de beneficio

2. En el **Componente 1**, los principales beneficios cuantificables del proyecto se generan a partir de las inversiones en las Obras de infraestructura en los Distritos de Riego, con diversos impactos esperados a partir de los diferentes tipos de intervención que se plantean (tanto económicos como financieros); y los Planes Comunitarios de Adaptación al Cambio climático, con la implementación de modelos productivos agro-forestales y de cosecha de agua de lluvia y la valuación de los servicios eco sistémicos provistos a partir de inversiones en infraestructura natural, de protección y conservación, en áreas de alta vulnerabilidad climática.

3. En el **Componente 2**, los beneficios cuantificables se generan a partir de las inversiones en NIRe y NIRe, que plantean negocios con beneficios incrementales tanto a nivel organizativo (NIRe), para lo cual se presentan cinco modelos financieros en las cadenas priorizadas (hortícola, frutícola, lácteos, apícola y acuícola); como de emprendedores (NIRe), para lo cual se presentan tres modelos financieros (en agregado de valor de la producción agropecuaria, acuaponia y confección textil).

4. A los beneficios agregados de los componentes 1 y 2 se suman las externalidades ambientales positivas en la valuación de los impactos del proyecto en captura de carbono /

mitigación. Para ello, se ha utilizado el software Ex Act (FAO) y los criterios de estimación y detalles de cálculo se presentan en el Anexo específico. Los efectos esperados en mitigación se han valuado en diversos escenarios de precios (siguiendo la metodología del Banco Mundial y sus guías de valuación de Carbono, para obtener las métricas de rentabilidad económica esperada incluyendo externalidades.

1.3 Análisis Financiero

5. El análisis financiero del proyecto consiste en evaluar la rentabilidad financiera de las inversiones (tanto en Componente 1 como en Componente 2) por medio de comparar la situación con y sin proyecto de las actividades productivas de los productores, organizaciones y emprendedores. Los resultados surgen al evaluar los flujos de beneficio neto incremental por un período de 20 años para las inversiones en infraestructura y de 10 años para los negocios rurales, siguiendo la naturaleza de los emprendimientos y la durabilidad de las inversiones. El análisis se realiza a precios de mercado y en dólares de los Estados Unidos de América (USD), que es la **moneda oficial** de la República de El Salvador desde enero del 2001. Se utilizó una **tasa de descuento** del 11%, siguiendo la referencia de la tasa de interés Bancaria de referencia a particulares del Banco Central de El Salvador¹.

6. En el componente 1, el análisis financiero se focaliza en la rentabilidad de las inversiones en los distritos de riego y las unidades de producción de los distintos cultivos que son alcanzados en cada caso.

7. En relación a los **PCACC**, dos modelos financieros se elaboran para reflejar los resultados productivos y la rentabilidad esperada de las inversiones en sistemas agroforestales para productores de subsistencia en ladera (de 1.5 hectáreas) y en sistemas de recolección de agua de lluvia (para irrigar una superficie de al menos 3.500 m²).

8. Dado que las inversiones en los PCACC se realizarán en áreas de alta vulnerabilidad climática, los modelos reflejan el tipo de inversión que complementa beneficios de adaptación al cambio climático con la protección y conservación de los eco-sistemas. Para los sistemas agro-forestales, se espera que los mismos se localicen en espacios críticos de las cuencas que requieran el aumento de la cobertura forestal/arbórea. Para los sistemas de recolección de agua de lluvia, los mismos se esperan principalmente en las áreas de mayor escasez dentro del corredor seco. A continuación, se presenta un cuadro de síntesis con las principales fuentes de beneficio y los supuestos de cálculo para las inversiones en infraestructura y otro que resume los principales supuestos y fuentes de información de los modelos de los PCACC.

¹ <https://www.bcr.gob.sv/bcrsite/?x21=85&lang=es>

Tabla 1. Síntesis de los supuestos de Inversiones y Resultados esperados en Distritos de Riego

Comp 1 Inversiones en distritos de riego	Principales Inversiones previstas (priorizadas)	Intervención /Prioridad	Fuente de beneficios	Principa les cultivos	Supuestos de Alcance	Supuestos de impacto	Benef. anual incr.
ARAS	*Reparación de daños en canal principal y secundarios (varios tramos de canal principal en 12.2 km) *Rehabilitación del centro administrativo *Rehabilitación puente sifón Suquiapa reparación juntas y sellado de fisuras *Automatización y rehabilitación infraestructura de represa Las Cerezas (compuertas de toma, accionamientos, mantenimiento, etc) *Revestimiento de canales secundarios (10.5 kms) *Obras de protección en conducto cerrado canal principal. (enrocado tipo rip rap y gaviones) *Obras de protección margen izquierda río Sucio (muro gavión) *Obras de protección en derivador Las Cerezas	Integral / Máxima prioridad	1) Evitar las pérdidas en la producción del ciclo de verano más de la mitad del área total, que surgen a partir de la inacción en la situación sin proyecto, a partir de la obsolescencia de la infraestructura en áreas críticas a reconstruir del canal principal 2) Mejora en la productividad y uso de insumos a partir de la Asistencia técnica	Tilapia, Arroz y Pastos	* 2.450 hectáreas totales alcanzadas * 611 Socios * 2.444 beneficiarios potenciales	1) 37% del área total con pérdida evitada de un ciclo completo de producción en verano 2) 5% de mejora en la productividad	USD 3.42 millones
Lempa Acahuapa	*Optimización de diseño del sifón Lempa y obras complementarias - Diseños de inversiones de rehabilitación prioritarias en el sistema de distribución - *Acciones de fortalecimiento, Asistencia técnica y gobernanza, y preparación de un plan de puesta en producción de margen izquierda. *Reconstrucción de canal principal (2km, distribuido en varios tramos) *Reconstrucción de canal lateral derecho (2km, distribuido en varios tramos) *Suministro e instalación de equipo automatizado en caseta de control	Parcial / Prioridad Alta	1) Pérdida evitada en una parte del área total que se queda sin servicio con cierta periodicidad sin la inversión del proyecto, reduciendo eficiencia del riego y productividad 2) Mejora en la productividad y uso de insumos a partir de la Asistencia técnica	Maíz, Sorgo, Plátano, Caña, Frutales	* 4.408 hectareas * 405 Socios * 1.620 Beneficiarios potenciales	1) la rotura del canal genera la interrupción del sistema de 3/4 semanas, que deriva en pérdidas entre el 11% y 20% (dependiendo del cultivo) cuando se produce la rotura 2) 10% de mejora en la productividad y el uso de insumos	USD 0.9 millones (en promedi o)
ARAN	*Estación bombeo Las Mercedes (compuertas cárcamo, gradas metálicas y pasarela de operación) *Suministro e instalación de equipos modernos de bombeo (3 bombas de 300 HP)	Inicial / Prioridad Media	1) Reducción del consumo energético a partir de la modernización de las bombas (ahorro del subsidio estatal)	Pastos, Arroz, Maíz, Guayaba	* 3.865 hectáreas * 341 Socios * 1.364 beneficiario	1) 30% de reducción de gastos anuales en energía eléctrica 2) 14% del área con pérdida	USD 0.3 millones

	*Suministro e instalación de subestación eléctrica *Cerco perimetral estación de bombeo Las Mercedes *Limpiarejas automático		2) Pérdida evitada en una parte del área total que se queda sin servicio sin la inversión del proyecto 2) Mejora en la productividad y uso de insumos a partir de la Asistencia técnica	s potenciales **	evitada 3) 5% de mejora en la productividad	
Zapotitan	*Rehabilitación canales (16.9 km), *Rehabilitación de compuertas de derivación presa Santa Teresa, *Construcción de represa desmontable en río Colón *Construcción de presa de captación Los Patos (muros de mampostería de piedra, compuertas de control, manejo de cauce de río) *Rehabilitación pozos y estaciones bombeo (4 pozos y 4 estaciones de bombeo) *Modernización sistema de medición de caudales (equipos y capacitación)	Inicial / Prioridad Media	1) Incremento en disponibilidad de aguas subterráneas 2) Mejora en la eficiencia en el riego con inversiones en presas, compuertas y canal 3) Mejora en la productividad y uso de insumos a partir de la Asistencia técnica	Maíz, Horticultura, Cítricos (Zonas 1 a 4), Arroz (Zona 5)	* 4.580 hectáreas * 378 Socios regantes * 1.512 Beneficiarios potenciales	1) 33% de hectáreas con riego rehabilitado a partir de fuentes de agua subterráneas 2) 20% de mejora en la eficiencia del riego 3) 5% de mejora en la productividad USD 1.1 millones

** Considerando empleo y encadenamientos generados

Fuente: Estudios de Factibilidad elaborados por FOSEP (actualizados a octubre 2022), Consultas con la DGOFCR del MAG, estimaciones provistas por el experto regional en riego

Tabla 2. Síntesis de los supuestos de Inversiones y Resultados esperados en PCACC

PCACC	Principales Inversiones previstas	Fuente de beneficios	Principales cultivos	Supuestos de Alcance	Ingreso neto incremental anual
Modelo Agro-forestal (SAF) por hectárea	Herramientas, Equipamiento, Semillas, Plantines, Insumos	1) Diversificación productiva 2) Mejora en la productividad	Maíz, Frijol, Arbóreos y cultivos frutales	800 Productores con SAF	USD 300 (promedio) (15 años)
Modelo de Cosecha de agua de lluvia	Soluciones colectivas o individuales de cosechas de aguas (para 3.500 m ² o superficies menores según el caso), Canales y tubería para conducir el agua al predio, Riego Parcelario tecnificado	1) Incremento de los ciclos productivos con Riego y de la productividad 2) Diversificación productiva	Plátano, Yuca, Chile Dulce, Maíz, Frijol (en rotación)	300 Productores con Sistemas de recolección	USD 2,200 (promedio) (10 años)

Fuente: Actualización propia sobre los modelos financieros de SAF de RECLIMA (FAO, 2020) con financiamiento del Fondo Verde del Clima y de los sistemas elaborados para el Proyecto ICRC del Fondo Verde del Clima en Honduras (2021)

9. Finalmente, para el Componente 2, se han elaborado 5 modelos de NIRO en las cadenas priorizadas (horticultura, apicultura, acuícola, lácteo y frutícola) y 3 de NIRE (confección textil, agregado de valor y servicios agropecuarios y acuaponía) que apuntan a la diversificación productiva, la oferta de emprendimientos en servicios conexos al sector agropecuario y el surgimiento de actividades generadoras de ingresos con foco en mujeres y jóvenes.

10. Los NIRO son conformados por grupos de entre 20 y 60 productores según el tipo de negocio y organización, y aspiran a capitalizar las lecciones aprendidas en proyectos anteriores, al integrar el fortalecimiento institucional, ampliar el acompañamiento y la asistencia técnica comercial, integrar las acciones afirmativas y las medidas de adaptación al cambio climático en los propios planes, y escalar la propuesta de negocios para incorporar tecnología, mejorar procesos y alcanzar nuevos mercados. Los planes presentan un costo medio de USD 76.000 y una contrapartida de los beneficiarios que variará en modalidad y magnitud según el tipo de organización y el tipo de negocio, pero se estima que en promedio cubrirá el 25% del monto del plan. Los productores que participan ya se encuentran organizados y cuentan con experiencia en la producción sobre la cual proponen expandir el negocio. Las organizaciones muchas veces cuentan con tierras propias y/o promueven el trabajo colectivo.

11. La principal fuente de información de estos Negocios son los Planes ya financiados por el proyecto Rural Adelante, donde se cuenta incluso con un ejercicio de revisión y actualización de supuestos a Medio Término que permitió ajustar a la baja y los resultados esperados a partir de la evidencia recopilada en noviembre 2022.

12. Los NIRE son conformados por grupos entre 3 y 5 emprendedores y promueven la generación de ingresos en grupos de mujeres y jóvenes. Existirá una fase de capacitación e inducción previa y luego las ideas de negocio serán incubadas y acompañadas por un

prestador de servicios especializado. No obstante, los participantes no cuentan por lo general con experiencia y son negocios más riesgosos. El monto medio por NIRE se estima en US\$21.000 e incluye una contrapartida en especie de los solicitantes del 20%. Para el caso de los NIRE, se cuenta con menos claridad sobre el tipo de emprendimientos que serán propuestos y se intentó reflejar la diversidad de actividades posibles, con la estimación del margen mínimo que permite su viabilidad.

13. **Análisis financieros.** A partir de los supuestos anteriormente mencionados, se obtienen los siguientes indicadores de rentabilidad financiera para cada tipo de inversión en Componente 1 y en Componente 2.

Tabla 3. Resultados financieros de las inversiones en Componente 1

Inversiones	Inversiones	TIR	VAN@11% (USD)	Ratio B/C	NPV/Beneficiario (USD)
Distritos de Riego	Propuesta de Inversión en Lempa Acahuapa	11.8%	296,701	1.06	733
	Propuesta de Inversión en ARAN	15.1%	424,814	1.23	1,246
	Propuesta de Inversión en ARAS	39.0%	15,112,393	3.32	24,734
	Propuesta de Inversión en Zapotitan	18.8%	2,489,208	1.60	6,585
PCACC	Sistema Agroforestal (Finca)	33.80%	1,170	8.6	1,170
	Sistema de Cosecha de Agua 3500m2	12.7%	772	1.76	772

14. La tabla demuestra que todas las inversiones en los distritos de riego son rentables en términos financieros con TIR que van desde 11.8% y Valor Actual Neto de USD 296,701 para Lempa Acahuapa (debido a que los problemas principales no alcanzan a ser solucionados con las inversiones propuestas) y llegan hasta 39% en Atiocoyo Sur, donde se realizará una intervención completa e integral, con un Valor Actual Neto estimado en US\$15 millones y una razón beneficio/costo de 3.32.

15. Por su parte, los sistemas productivos propuestos en los PCACC también reflejan una rentabilidad financiera positiva con TIR de 12,7% y 33,8% para el Sistema de Cosecha de Agua y el Sistema Agroforestal en ladera respectivamente (con Valor actual Neto de US\$1,170 para el SAF y de USD 772 para el Sistema de Cosecha de agua).

16. Sobre los resultados financieros de NIRE y NIRO del componente 2, en la tabla a continuación se pueden ver que los emprendimientos evaluados esperan rentabilidad positiva. En NIRO, los emprendimientos presentan Tasa Interna de Retorno entre 13% y 17,8% (en la cadena hortícola y Acuícola respectivamente), con Valor actual Neto en un rango entre USD 3,076 y USD 24,267 en esos mismos casos, para un factor de descuento financiero del 11% y en lapso de 10 años. En los NIRE, con la misma tasa de actualización y en el mismo período de análisis, los emprendimientos presentan tasa interna de retorno desde 11,1%, con Valor actual Neto de USD 104, para el caso del emprendimiento de confección textil, hasta 16,6%, con Valor actual Neto de USD 3,613 para el Centro de Procesamiento y Servicios de frutas.

17. Se debe tener en cuenta que en todos los casos se tomaron parámetros conservadores de beneficios esperados, intentando evitar la sobre-estimación en este tipo de emprendimientos. Asimismo, aun cuando los emprendimientos son iniciativas nuevas que buscan brindar oportunidades a jóvenes y mujeres sin empleo, en todos los casos se estimaron situaciones sin proyecto que reflejan el costo de oportunidad del tiempo de los participantes.

Tabla 4. Resultados financieros de las inversiones en Componente 2

Tipo de negocio	Inversiones	TIR	VAN@11% (USD)	Ratio B/C	NPV/Beneficiario (USD)
NIRo	NIRo Horticola	12.96%	3,076	2.0	77
	NIRo Fruticola	16.7%	14,654	1.37	366
	NIRo Acuicola	17.8%	24,267	1.20	607
	NIRo Lacteo	13.4%	6,076	1.18	152
	NIRo Apicola	13.7%	3,802	1.44	95
NIRE	NIRE Confecciones textiles	11.1%	104	1.57	35
	NIRE Acuaponia	13.2%	1,889	1.26	630
	NIRE Centro de Procesamiento	16.6%	3,613	1.51	1,204

1.4 Análisis Económico

18. Para el Análisis Económico se implementó la metodología de Costo-Beneficio, agregando los resultados de los modelos financieros valuados a precios económicos (utilizando factores de conversión para insumos y productos clave, y eliminando costos financieros e impuestos) según el calendario de inversiones del proyecto. A partir de ello se obtuvo el cálculo del Flujo de Beneficios Netos Incrementales Anuales para el período seleccionado de 20 años, a lo cual se agregan las externalidades ambientales positivas.

19. La tasa social de descuento se estima en 8%, tasas ofrecidas en las últimas emisiones de bonos de El Salvador en 2022 que rondan entre 7,5% y 8%², siguiendo las referencias requeridas por las Guías de Elaboración de Análisis Económico y Financiero del FIDA y en línea con las recomendaciones de estudios sobre tasas sociales de descuento³.

20. Para la agregación se aplicaron tasas de éxito de los negocios de 75% para los NIRo, 85% para los modelos del Componente 1, y 20% para los NIRE.

21. **Externalidades ambientales.** Las principales externalidades incluyen la valuación de los servicios eco sistémicos provistos a partir de las inversiones. Tomando como referencia los parámetros utilizados en proyectos con intervenciones similares (como RECLIMA-FAO) con los ajustes a las estimaciones de Groot, R et al (2012⁴) y verificados con la Base de datos ESVD⁵, se estima que los beneficios se podrán ser brindados por un 50% de las hectáreas de plantaciones forestales alcanzadas con PCACC. Estas inversiones permitirán prevenir erosión, moderar eventos extremos, mantener la fertilidad del suelo y proveer servicios hidrológicos. Finalmente, también se incorporan escenarios de rentabilidad económica con la valuación de las emisiones de carbono evitadas siguiendo la metodología del Banco Mundial para los precios del Carbono⁶.

22. **Resultados del balance de emisiones de GEI del proyecto.** El proyecto tiene un potencial de mitigación de -161,424 Ton CO₂eq a los 8 años de implementación del proyecto y de -405,188 Ton CO₂eq a los 20 años del inicio del proyecto. Las acciones emprendidas por los Programas de Acción ante el Cambio climático (PACC) junto con las acciones emprendidas en los distritos de riego logran mitigar las emisiones de los Proyectos NIRO y NIRE. Adicionalmente se realizó un análisis para saber cuántas hectáreas se tendrían que reforestar por Plan, para lograr neutralizar el efecto de los proyectos NIRE y NIRO como se muestra en la tabla en anexo.

² <https://www.eleconomista.net/economia/Hacienda-logra-un-rollover-del-81--de-LETES-20220325-0002.html>

³ <https://publications.iadb.org/publications/spanish/document/Tasa-de-descuento-social-y-evaluaci%C3%B3n-de-proyectos-algunas-reflexiones-pr%C3%A1cticas-para-Am%C3%A9rica-Latina-y-el-Caribe.pdf>

⁴ Global estimates of the value of ecosystems and their services in monetary units. Ecosystem Services 1 (2012) 50–61

⁵ <https://www.esvd.info/>

⁶ Guía del Banco Mundial para la valoración del precio sombra de los GEI (2017)

23. **Rentabilidad económica.** El Proyecto se presenta como económicamente rentable y conveniente para el país en su conjunto, con las siguientes métricas de rentabilidad global y por componente.

24. **Rentabilidad económica esperada por Componente.**

Tabla 5. Rentabilidad esperada por Componente (sin integrar costos de gestión)

<u>Componente 1</u>		<u>Componente 2</u>	
TIRe	18%	TIRe	59%
VANe (US\$)	22,772,261	VANe (US\$)	39,068,823
RatioB/C	3.19	RatioB/C	6.24

25. Sobre el total del valor actual neto de los beneficios agregados, el Componente 1 alcanza a explicar el 41% del total mientras que el Componente 2 explica el 59% restante.

26. **Rentabilidad global.** Para el escenario de base (sin balance de Gases de efecto Invernadero) los resultados económicos son: (a) TIRe, 26,77% y (b) VANe de USD 56.5 millones (c) Ratio Beneficio Costo de 3.44. Estos resultados son satisfactorios en relación a la tasa de descuento utilizada y otras alternativas de inversión. Finalmente, la siguiente tabla refleja la rentabilidad global considerando el balance de Gases de efecto Invernadero con diferentes escenarios de precios:

Tabla 6. Escenarios de Resultados económicos integrando la valuación de emisiones evitadas de GEI

	Base	Precio de Mercado (4 USD)	Precio Alto (Desde 40 USD)	Precio Bajo (Desde 80 USD)
TIRe	26.77%	27.12%	36.07%	31.09%
VANe @8% (US\$)	56,534,753	57,346,305	77,040,559	66,805,288
Ratio B/C	3.44	3.48	4.33	3.88

27. **Análisis de sensibilidad.** Para evaluar la robustez de los resultados mostrados, se presenta un análisis de sensibilidad, que vincula grupos de riesgos asociados a los beneficios y los costos y brinda los resultados luego de aplicar ajustes en aquellos escenarios que incluyen reducción de beneficios de 10%, 20%, 30%, aumento de costos de 10%, 20% y 30%, demoras en la realización de beneficios (de un año y de dos años), shocks cada 2 y 3 años que afectan los beneficios esperados, y escenarios combinados de reducción de beneficios y aumento de costos.

28. El proyecto presenta robustez de sus resultados ya que ninguno de los escenarios verificados obtiene TIRe por debajo de la tasa de descuento (8%).

29. Finalmente, en anexo se presentan las tablas complementarias del análisis como el calendario de ejecución, un Tablero de Control elaborado para el testeo de variables críticas, el análisis de sensibilidad detallado y los flujos incrementales de beneficios económicos por componente y global.

Tabla 7. Resultados del análisis de Sensibilidad

Análisis de Sensibilidad							
	Δ%	Riesgo		TIRe	VANe (US\$)		
Escenario Base				26.77%	56,534,753		
Beneficios	-10%	Riesgos combinados de precios, rendimiento, ventas		25.06%	48,565,548		
	-20%			23.16%	40,596,342		
Costos	10%	Incremento de costos, precio de insumos, combustible		25.22%	54,219,023		
	20%			23.81%	51,903,293		
Demora de 1 año en beneficios		Demora en la implementación, riesgos de adopción de tecnologías		23.26%	48,638,871		
Demora de 2 años en beneficios				20.48%	41,844,596		
Shock Externo cada 2 años	50% Beneficios	Shock externo (precios, clima)		23.14%	33,286,215		
Shock Externo cada 3 años	50% Beneficios			24.34%	45,340,037		
Escenarios Combinados		Costos	10%	Beneficios	-10%	23.52%	46,249,817
			10%		-20%	21.63%	38,280,612
			20%		-20%	20.25%	35,964,881
			20%		-30%	14.38%	14,372,994
			20%		-10%	22.12%	43,934,087